



Janvier 1923. Les troupes françaises et belges occupent la Ruhr, région la plus industrielle de l'Allemagne, pour saisir directement sa production au titre des "réparations de guerre" prévues dans le traité de Versailles. La crise économique que connaît l'Allemagne prend alors une ampleur extraordinaire, dont un symptôme majeur est l'effondrement total du mark. L'ensemble des rapports sociaux et politiques subit une secousse terrible. Le 9 août, démarre une grève générale qui va balayer le gouvernement en place, celui de Cuno, en deux jours.

L'Internationale Communiste oriente alors le PC vers la prise du pouvoir en Allemagne. Ce parti est alors fort de centaines de milliers de membres et jouit d'une influence sans équivalent.

En octobre, il impose aux sociaux-démocrates de gauche en Saxe et en Thuringe la constitution de gouvernements de leurs seules organisations, entraînant une intervention militaire de l'Etat bourgeois à laquelle il est prévu de répondre par une grève générale insurrectionnelle.

Mais au moment d'appeler à la grève générale contre cette intervention, le 21 octobre, la

direction du PC allemand renonce, à la suite des sociaux-démocrates de gauche. Le 29, l'armée congédie sans mal le gouvernement de Saxe. "L'octobre allemand", aboutissement de tout un processus révolutionnaire ouvert par la chute du Kaiser en novembre 1918, échoue lamentablement.

Cinq années de combat pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire

" La vérité absolue, c'est qu'à moins d'une révolution allemande, nous sommes perdus ". En prononçant ces mots en mars 1918, Lénine ne faisait pas seulement référence à la situation épouvantable dans laquelle se trouvait à ce moment la révolution russe, agressée de toutes parts par les puissances impérialistes coalisées, les armées blanches, la réaction, la famine, et une misère inouïe. Il énonçait ce qui était alors une évidence pour tous les communistes, le "socialisme en un seul pays" n'ayant été inventé par Staline qu'en 1924, après la mort de Lénine, après la défaite de la révolution allemande. En effet, avant même la prise du pouvoir en 1917, les bolchéviques savaient parfaitement que : "Le prolétariat russe ne pourra accomplir victorieusement, par ses seules forces, la révolution socialiste. Mais il peut... faciliter les choses pour l'entrée dans les luttes décisives de son allié principal, le plus sûr : le prolétariat socialiste européen et américain" (Lettre d'adieu de Lénine aux ouvriers suisses citée par Trotsky dans L'Internationale Communiste après Lénine)

Les bolchéviques ne l'ont jamais perdu de vue, luttant pourtant jusqu'à l'épuisement dans la forteresse assiégée qu'était devenue la Russie des Soviets. Le Parti Bolchevique n'aura de cesse de chercher à construire partout, grâce à l'Internationale Communiste, les partis révolutionnaires à même de prendre le pouvoir, de mettre fin à l'isolement mortel de la révolution russe, d'en finir avec les régimes bourgeois qui venaient de plonger l'Europe dans le puits de barbarie sans fond que fut la première guerre mondiale. Et l'Allemagne sera au cœur de ces efforts.

Au début du XXe siècle, Rosa Luxembourg avait polémique contre l'ouvrage "Que Faire?" de Lénine en ces termes (dont on verra à quel point ils sont tragiques) : "les erreurs commises par un mouvement ouvrier véritablement révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur "comité Central" Au contraire, l'expérience politique de la lutte des classes en Allemagne ne sera des "plus fécondes et plus précieuses" que grâce à l'action politique du "meilleur des "Comité central"", celui de Lénine.

Cinq ans durant, en effet, les bolchéviques, ont élaboré au sein de l'Internationale Communiste la politique qui a rendu possible la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire de masse dans un pays capitaliste développé et industrialisé, doté d'un puissant mouvement ouvrier. Cette

expérience est incontournable pour se donner les moyens théoriques et politiques du combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire. 1914 – 1918 : le prolétariat allemand démuni face à la trahison de la social-démocratie

Quand, le 4 août 1914, le groupe parlementaire social-démocrate vote pour les crédits militaires, c'est un coup terrible porté à tous les militants socialistes et sociaux-démocrates, et par-delà, à toute la classe ouvrière. La stupeur est telle que Lénine croira d'abord que cette annonce est un faux de l'Etat-major allemand.

Ce parti, pilier décisif de la deuxième internationale, parti organique du prolétariat allemand, le plus imposant qu'on puisse se représenter, se rallie en quelques heures à l'union sacrée derrière le Kaiser et son régime. Au nom du "socialisme", le SPD va affirmer que la victoire de l'impérialisme allemand sera un progrès, notamment dans la défaite qu'il infligerait au régime tsariste semi féodal qui prévaut en Russie. Il renvoie l'Internationale Socialiste au rang d'instrument "valable en temps de paix", bafouant au passage toutes les résolutions sur la guerre votées par les congrès de l'Internationale socialiste. Avec lui et à sa suite, tous les partis ou presque de la seconde internationale (sauf, essentiellement, le parti russe, le Parti Bolchévique) donnent leur caution à un massacre épouvantable qui va saigner les ouvriers et les paysans durant quatre ans. Tous ou presque vont, au nom du socialisme, serrer les rangs derrière les sanglants bouchers en uniforme qu'est l'Etat-major de "leurs" armées.

Ce crime historique contre la classe ouvrière, le soutien apporté à la tuerie de millions d'hommes, tandis que «l'arrière» vit partout dans la misère et sans libertés démocratiques, est le résultat de l'adaptation définitive des partis sociaux-démocrates à la société bourgeoise, dans laquelle ils sont dorénavant installés, position de laquelle ils tirent de nombreux avantages matériels dont la défense est devenue l'objectif premier de leur politique. Rares sont les sociaux-démocrates qui, comme Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, refusent publiquement le ralliement à l'Union sacrée. Liebknecht, député de Berlin, votera seul contre les crédits militaires, et sera envoyé au front avant d'aller en prison pour avoir manifesté publiquement contre la guerre, et en uniforme, clamant que «l'ennemi principal est dans notre propre pays». Luxembourg passera une grande partie de la guerre en prison pour antimilitarisme.

La faillite historique de son parti social-démocrate ne pouvait que prendre le prolétariat allemand au dépourvu, le tétaniser. Que l'appareil construit pour l'émancipation de la classe ouvrière se resserre au moment décisif sur elle comme un carcan étouffant ne pouvait se surmonter d'un coup de baguette magique, ni en quelques mois, surtout pas dans la situation créée par la guerre elle-même. La trahison du puissant appareil social-démocrate créait les conditions les plus défavorables à la construction d'un nouveau parti ouvrier et révolutionnaire.

1918 : il n'y a pas de parti communiste en Allemagne

Encore fallait-il pour les révolutionnaires du SPD se fixer clairement cet objectif et prendre à cette fin les mesures pratiques de rupture politique et organisationnelle avec la social-démocratie faillie. Or, tout en se dotant d'un moyen d'expression indépendant, La Lettre de Spartakus, ils n'iront pas dans cette voie, la considérant comme "sectaire". Déjà, la gauche du parti social-démocrate n'avait pas de structure organisée et, en réaction à l'organisation particulièrement rigide de la social-démocratie, se méfiait de toute centralisation. Rosa Luxembourg repoussait alors – à l'opposé de Lénine - toute "mesure d'organisation" particulière.

Pendant la guerre, confrontés à la répression de l'Etat et à celle de l'appareil social-démocrate, les spartakistes se refuseront à rompre avec la social-démocratie, affirmant que le mouvement de masse pourrait la "régénérer", refusant de fonder une "secte" (Luxembourg). Leurs liens organisationnels resteront des plus distendus. Ils ne quitteront la social-démocratie officielle («majoritaire») qu'en 1917, avec le parti «indépendant» qui scissionne sous la pression du mouvement croissant d'agitation dans les masses ("Liebknecht est l'homme le plus populaire dans les tranchées", dit alors Kautsky), parti dirigé d'emblée par de vieux caciques sociaux-démocrates (dont Kautsky est l'archétype). Et même là, les spartakistes se refusent à préparer la rupture avec ce nouveau parti.

Se conjugue à ce refus une question d'orientation face à la guerre impérialiste : les spartakistes rejettent le défaitisme révolutionnaire des bolchéviques ("ni en Allemagne, ni en France, ni en Angleterre, ni en Russie, le prolétariat ne peut faire sien le mot d'ordre : victoire ou défaite, un mot d'ordre qui n'a de sens véritable que pour l'impérialisme" écrit la brochure Junius qu'ils éditent en 1916). Ils opposent à la perspective de la "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile", formule de Lénine, celle de la "paix" imposée par la lutte du prolétariat. Cette confusion ne facilite pas la rupture, pour le moins, avec la vieille social-démocratie, "majoritaires" comme "indépendants".

Le mouvement révolutionnaire spontané sur lequel misait tant Rosa Luxembourg et au compte duquel elle avait travaillé sans relâche jusqu'à l'épuisement s'annonce tout au long de 1917 par la multiplication des grèves et est encore avivé par les révolutions russes. Mais en 1918, les seules organisations visibles et existantes sont les deux partis sociaux-démocrates. La seule organisation semi-clandestine est celle des "délégués révolutionnaires", regroupement de délégués syndicaux d'usine dotés d'une grande audience et opposés à la politique de "paix civile" des dirigeants nationaux des syndicats. Lorsque la révolution allemande éclate, il n'y a même pas de noyau de parti ouvrier révolutionnaire.

1918 : la révolution prolétarienne qui met fin à la guerre en fracassant le régime du Kaiser

Annoncé par des mouvements croissants de grèves, de mutineries, nourri directement par la victoire de la révolution d'Octobre en Russie, l'éruption révolutionnaire du prolétariat allemand se produit en novembre 1918. A partir du refus des marins basés à Kiel d'aller à un nouveau massacre décidé par l'état-major, de l'envoi par ceux-ci d'émissaires dans toute l'Allemagne pour appeler à leur secours la classe ouvrière, du 6 au 9 novembre, l'Allemagne se couvre de conseils d'ouvriers et de soldats qui commencent à se substituer aux organismes de l'Etat bourgeois allemand, jusque au sein de l'armée.

Le 9 novembre, la révolution atteint Berlin. Sa puissance est telle que l'empereur s'enfuit sans combattre. Au-dessus du vieil appareil d'Etat, des ministères maintenus tels quels, est dressée à la hâte une direction de six sociaux-démocrates (trois majoritaires et trois indépendants) baptisés "commissaires du peuple". Karl Liebknecht salue à Berlin la "Révolution Socialiste".

Comme l'avait indiqué Lénine, c'est la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile contre le gouvernement de son propre impérialisme qui permet d'en finir avec la guerre. Dans la foulée de la révolution russe, la révolution allemande de 1918, le prolétariat par son action de classe s'avère être la seule force capable de mettre fin à la boucherie impérialiste après quatre années de massacres. Le 11 novembre, l'état-major allemand signe l'armistice.

Mais le sort de la République, une fois le Kaiser parti, n'est pas réglé. A ce moment, c'est une façade rouge, indispensable pour qui veut être entendu des masses, qui a été jetée sur un appareil d'Etat intact, celui des bourgeois prussiens et de leur état-major. Le gouvernement des "commissaires du peuple" va proclamer dès le 12 novembre des mesures importantes : instauration au moins formelle des libertés démocratiques élémentaires, début de législation du travail (promesse de la journée de huit heures, conventions collectives, allocations chômage, etc.), que le patronat entérine dès le 15 en signant un accord avec les syndicats sur ces points.

C'est que la bourgeoisie risque de tout perdre : elle a parfaitement conscience du caractère profondément socialiste de la révolution allemande (que d'ailleurs tous proclament, y compris les "majoritaires"), ce qui est attesté par la floraison des conseils d'ouvriers et de soldats, organes mêmes du pouvoir ouvrier. Mais l'existence des conseils en soi ne suffit pas.

Assemblée nationale ou gouvernement des conseils" (Rosa Luxembourg)

Après s'être proclamés "commissaires du peuple" et avoir affirmé le caractère socialiste de la République, les sociaux-démocrates majoritaires - sur lesquels la bourgeoisie allemande à placé ses derniers espoirs – vont s'employer à ravalier les conseils au rang d'auxiliaires de l'Etat bourgeois. Ebert, qui préside le nouveau gouvernement, ainsi que toute la social-démocratie, combattent pour que les conseils soient des organes consultatifs, de cogestion, dans les entreprises, les villes, et ce en particulier dans l'armée, passant un accord secret avec l'état-major sur cette question. Mais pour y parvenir, il faut ériger un autre organisme de pouvoir : le gouvernement provisoire convoque des élections à une Assemblée Constituante pour le 16 février 1919.

Les conseils d'ouvriers et de soldats doivent, eux, tenir leur congrès à Berlin le 16 décembre 1918. Et c'est exactement dans les termes cités "Assemblée nationale ou gouvernement des conseils" qu'est formulé le deuxième point de l'ordre du jour de ce congrès. C'est, comme l'écrit Rosa Luxembourg au même moment dans Die Rote Fahne (Le Drapeau rouge, organe des spartakistes), "la question cardinale de la révolution".

Toute la puissance de la social-démocratie est mobilisée contre le pouvoir des conseils. "Les masses ne sont pas mûres", affirment les chefs sociaux-démocrates et leur organe central, le Vorwärts. Pour eux, la dictature du prolétariat n'amènerait qu'une catastrophe (ce discours sur la non-maturité des masses est servi, on le sait, sur une toute autre échelle, dès la moindre grève, par les appareils pour refuser d'appeler au combat).

A cela, Rosa Luxembourg répond avec justesse et ironie (Die Rote Fahne, 3 décembre 1918) :

"Ce sont seulement les combats de la révolution qui amèneront le prolétariat à une pleine maturité, à tous les sens du terme.

Le commencement de la révolution fut le signe que ce processus de maturation commençait. Il se poursuivra rapidement et le Vorwärts dispose d'un bon étalon auquel il pourra mesurer l'accession du prolétariat à la pleine maturité. Le jour où ses rédacteurs s'envoleront de leurs sièges, et avec eux messieurs Scheidemann, Ebert, David et consorts, pour rejoindre le Hohenzollern ou Ludendorff là où ils sont, ce jour-là, la pleine maturité sera acquise".

La social-démocratie majoritaire, répétons-le, se pare du drapeau du socialisme. Aussi affirme-t-elle que ce sera la tâche de l'Assemblée constituante que de le réaliser en votant les lois ad hoc. Elle oppose – et ce ne sera pas la dernière fois dans l'Histoire – la "ligne de la

démocratie", dont l'Assemblée parlementaire constituerait ultérieurement en quelque sorte le contenu, au mouvement du prolétariat pour son propre pouvoir.

Rosa Luxembourg fustigera cette vision "pacifique" et "démocratique" du passage au socialisme: " Et si la classe capitaliste constate qu'elle se trouve en minorité, elle déclarera avec un soupir, en tant que parti parlementaire discipliné : "Rien à faire ! Nous voyons que nous sommes battus aux voix, soit ! Nous en convenons et nous transmettons aux travailleurs tous nos domaines, nos usines, nos mines, tous nos coffres-forts ignifugés et tous nos beaux profits"(...) Ces messieurs les junkers et capitalistes ne se tiennent tranquilles qu'aussi longtemps que le gouvernement révolutionnaire se contente de poser un léger maquillage esthétique sur le régime du salariat ; ils ne sont gentils qu'aussi longtemps que le nerf vital, l'artère de la domination de classe de la bourgeoisie, le profit, restent intacts. Si le profit est pris à la gorge, si la propriété privée est offerte au couteau du sacrifice, alors c'en sera fini de la bonhomie". (Die Rote Fahne, 20 novembre 1918)

Aussi justes que sonnent les mots de Rosa Luxembourg, "l'argument" décisif est le poids d'organisation de la social-démocratie. Plus l'on s'élève dans les degrés formés par la centralisation des conseils ouvriers, plus celle-ci est majoritaire. Pour cela, elle piétine d'ailleurs sans remords la démocratie ouvrière, imposant des représentations "paritaires" quand elle est ultra minoritaire.

Du coup, au congrès des Conseils, les quatre cinquièmes des délégués sont contrôlés par la social-démocratie, contre cent aux indépendants (et parmi eux une moitié pour l'aile gauche des délégués révolutionnaires, une dizaine de spartakistes).

Le congrès rejette les résolutions sur le pouvoir des Conseils, refuse d'entendre les délégations exigeant qu'ils prennent position en ce sens, représentant des dizaines de milliers de manifestants réunis à l'initiative des spartakistes. Le Congrès donne les pleins pouvoirs au gouvernement Ebert-Scheidemann et avance les élections à la constituante au 19 janvier.

Par contre, il adopte une résolution abolissant les grades dans l'armée, y donnant le pouvoir dans aux conseils, l'élection des officiers, bref, de mise à mort de l'Etat-major. Majoritaire dans le congrès, la social-démocratie ne peut maîtriser ses propres troupes sur cette question.

Mais tout se concentrait sur la question du gouvernement, y compris quand il serait question plus tard de savoir qui appliquerait cette résolution. Et le congrès des Conseils est sur ce point central une victoire incontestable pour la social-démocratie allemande.

Fondation du Parti Communiste : l'infantilisme révolutionnaire

Et les communistes ? Ils finissent par rompre avec la social-démocratie "indépendante" à la fin de 1918 et tiennent le congrès de fondation du Parti Communiste (spartakiste) à partir du 29 décembre, avec les militants spartakistes pour l'essentiel – au moment même où les ministres indépendants démissionnent du gouvernement provisoire. Fait notable, les dirigeants expérimentés de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie (Luxembourg, Zetkin, Lévi, Mehring) se heurtent de plein fouet à la centaine de délégués de ce congrès de fondation.

Alors que Rosa Luxembourg les appelle à prendre la mesure de la situation, à comprendre qu'il ne suffit pas de se prendre pour le parti révolutionnaire, d'exiger le renversement du gouvernement en place pour résoudre les problèmes politiques, elle est confrontée à l'impatience des militants, qui "négligent, souligne Luxembourg, le sérieux, le calme et la réflexion nécessaire".

Le congrès décide ainsi de ne pas participer aux élections à l'Assemblée constituante, certains envisageant même que le PC puisse proclamer un gouvernement révolutionnaire à Berlin dans les jours à venir. Plus largement, en réaction à l'avilissement parlementaire de la vieille social-démocratie, c'est l'utilisation même des élections et de la tribune parlementaire qui est rejetée. Le problème est que cette position ignore totalement la mentalité des masses ouvrières allemandes. Rosa Luxembourg aura beau interpeller là-dessus les congressistes, mettant l'accent sur la conquête de la majorité dans les masses dans toute l'Allemagne et pas seulement à Berlin, décrivant la marche vers le pouvoir comme un chemin long, les délégués du congrès de fondation ne veulent rien entendre.

La décision prise, de ne pas participer aux élections, concourt d'emblée à l'isolement du parti communiste de larges couches populaires auxquelles il renonce de facto à s'adresser, et ce à un moment où la presse bourgeoise et social-démocrate lance des appels au meurtre contre les spartakistes "sanglants" et "dictatoriaux".

Pire encore, le congrès refuse le principe de militer dans les vieux syndicats. Déjà, dans les jours et semaines précédents, les militants communistes ont plus d'une fois refusé de siéger dans les conseils ouvriers en présence de sociaux-démocrates "majoritaires", des "socialistes des généraux" qu'ils sont. D'un sain rejet de la vieille social-démocratie pourrie, "cadavre puant" (Rosa Luxembourg) les communistes en question arrivent à une position de capitulation totale, livrant en fait la classe ouvrière à la direction des sociaux-démocrates, tant dans les conseils que dans les syndicats (ceux-ci regroupent 10 millions de travailleurs au sortir de la guerre !)

Dans l'immédiat, cette position leur vaut de se couper des "délégués révolutionnaires", toujours membres du parti indépendant, et qui eux refusent de s'isoler de la majorité du prolétariat allemand.

A peine né, le Parti est ainsi affaibli politiquement comme numériquement par ses positions gauchistes – quand bien même celles-ci sont finalement imputables à ce qu'est devenue la social-démocratie allemande et au dégoût qu'elle provoque.

Cette inexpérience, son manque d'homogénéité politique, produit aussi du refus obstiné d'organiser une fraction révolutionnaire centralisée dès 1914 au moins, va se révéler particulièrement dramatique dès janvier 1919.

Janvier 1919 : la social-démocratie se fait le boucher du prolétariat allemand

Abrutée derrière la social-démocratie, la réaction relève la tête après le congrès des conseils. A son compte, le social-démocrate Noske, dont la profession de foi est "je hais la révolution comme la peste", met sur pied des troupes de choc, les "corps-francs" constitués d'anciens soldats, d'éléments déclassés, soudés par la haine des "rouges", des juifs, etc. Ces troupes, supplétives à celles pour l'instant inutilisables de l'armée bourgeoise, doivent être lancées contre la révolution, contre les conseils, et d'abord dans la capitale politique de l'Allemagne, Berlin.

Le prétexte trouvé pour ce faire sera la révocation du préfet de la ville, l'indépendant Eichhorn, qui a été mis à ce poste par la Révolution et jouit de la confiance des masses berlinoises. Eichhorn refuse de se démettre. Tandis que le jeune PC ne sait quelle attitude adopter, les délégués révolutionnaires et les indépendants de gauche soutiennent Eichhorn, et appellent à

la grève générale pour protester contre sa révocation. Deux jours durant, Berlin est totalement en grève, des manifestations de masses ont lieu ... et les dirigeants vont délibérer, délibérer, sans parvenir à se mettre d'accord sur le caractère à donner à ces manifestations, soit sur un objectif limité (maintien inconditionnel de Eichhorn), soit la prise du pouvoir.

Lassés, les centaines de milliers de travailleurs berlinois rentrent chez eux et c'est à ce moment que Liebknecht et d'autres dirigeants ouvriers décident de s'orienter vers la prise du pouvoir, proclamant un "gouvernement révolutionnaire provisoire" à Berlin, avec Liebknecht à sa tête. C'est une folle aventure.

Les corps-francs interviennent, puisque les masses sont rentrées, et balayent les maigres troupes de ce "gouvernement révolutionnaire". Une première "semaine sanglante" s'ensuit, des morts jonchent les rues de Berlin, et Rosa Luxembourg comme Karl Liebknecht sont arrêtés, puis assassinés le 15 janvier. Le PC allemand se voit privé de ses deux plus éminents dirigeants.

Durant tout le printemps, ce qui s'est passé à Berlin va se répéter dans toute l'Allemagne. Ici, les conseils ouvriers résistent, un moment, s'armant pour se défendre. Ailleurs, non. Les affrontements passent d'une région à une autre. En Bavière, en avril, les sociaux-démocrates proclament une "République des conseils", ensuite dirigée par les communistes, deux semaines durant, avant que la répression particulièrement sauvage fasse de la Bavière le bastion de la réaction en Allemagne. Partout, la classe ouvrière combat, cherche à s'emparer des moyens de production, à s'armer. A Berlin, une nouvelle grève générale en mars aboutit à une autre "semaine sanglante".

Sans coordination, une à une, les régions insurgées tombent sous les coups des corps-francs. A la fin du printemps 1919, les conseils ouvriers issus de la révolution de novembre ont été liquidés. Sous la direction social-démocrate, la répression a tué des milliers de travailleurs.

Constituer un réel Parti Communiste : le poids de la troisième Internationale

C'est vers le parti "indépendant", et pas vers le KPD(s), que se tournent en masse les travailleurs allemands au fur et à mesure que l'abomination de la politique social-démocrate les prend à la gorge. Cet afflux provoque une radicalisation de ce parti, qui prend position en 1919

contre le régime parlementaire et pour le pouvoir des conseils ; la gauche y grandit sans cesse. Et c'est vers Moscou, vers la Russie des Soviets, vers la Troisième Internationale que sont tournés les espoirs de ces centaines de milliers de militants.

Au sein du PC(s), la direction, à l'initiative de Paul Levi, va procéder à l'exclusion en bloc des gauchistes à l'été 1919. Cette scission délibérée ampute le PC de la moitié de ses effectifs (50 000 militants qui vont fonder le parti communiste des ouvriers d'Allemagne – K.A.P.D.). Mais elle ouvre la voie à un rapprochement avec la gauche du parti indépendant. C'est en décembre 1920, après le deuxième congrès de l'Internationale Communiste, que la fusion s'opère : le Parti Communiste Unifié d'Allemagne (V.K.P.D.) voit le jour, avec 350 000 membres, dont 300 000 viennent du parti indépendant, c'est-à-dire d'une rupture avec la social-démocratie de gauche, une rupture d'un parti ouvrier de masse.

La direction de l'Internationale communiste joue dans l'affaire un rôle décisif. Zinoviev en personne, président de l'Internationale, s'est rendu au congrès du parti indépendant pour obtenir son adhésion à l'IC.

Mais c'est sur la base d'une élaboration politique que l'IC joue son rôle. Les thèses de Lénine "démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat" adoptées dès le premier congrès polémiquent durement avec les positions du parti social-démocrate indépendant – et sont diffusées dans le monde entier, avec toute l'autorité que leur confère leur signature. Le deuxième congrès (1920) – auquel, nous l'avons dit, ont été invités les indépendants, mais aussi les membres du parti "gauchiste" allemand - s'attaque directement au gauchisme que Lénine critiquera dans son ouvrage "La Maladie infantile". Les thèses sur le mouvement syndical, sur le parlementarisme, sont une condamnation du "gauchisme" allemand notamment, elles rejettent l'isolement sectaire qui interdirait de construire des partis à même de conquérir le pouvoir.

Cela dit, les meilleures thèses du monde ne peuvent aboutir à constituer ipso facto une direction révolutionnaire. La fusion est un pas en avant colossal, elle ne règle pas tous les problèmes politiques, loin de là.

Mars 1920 : face au putsch militaire

En mars 1920, estimant que la répression conduite par Noske en laisse la possibilité, le nommé Kapp, assisté par des généraux, prend le pouvoir. Le drapeau impérial est hissé, les journaux et libertés suspendus, l'état de siège proclamé. Le gouvernement, prévenu à l'avance, n'a rien fait: les ministres sociaux-démocrates prennent la fuite.

Or, en l'absence de Lévi, emprisonné, la direction du PC(s) publie un tract qui appelle les travailleurs "à ne pas lever le petit doigt pour la défense de la République". Le ressort de cette position est un doctrinarisme terrible : il s'agirait de ne pas défendre cette République née de la répression des conseils ouvriers, cette forme de domination bourgeoise, contre une autre.

Ainsi posé, on mesurera l'actualité du problème: la question n'est pas doctrinaire (une forme de domination de classe ou une autre), elle est dans la défense des conditions de combat, des libertés démocratiques, de la classe ouvrière. En réalité, seul le prolétariat peut effectivement assurer la défense des libertés démocratiques par un combat sur son propre terrain de classe, et ainsi remporter des victoires politiques des plus fécondes. Le putsch de Kapp va permettre d'ailleurs d'en prendre la mesure.

Ce n'est pas la seule fois que des Partis Communistes adopteront une telle politique catastrophique. Ainsi, en Italie, en 1922, face à la montée du fascisme, la direction du PC italien (Bordiga) ne verra dans les bandes armées fascistes qu'une variante de la domination du Capital, allant jusqu'à interdire aux militants communistes toute participation aux actions d'autodéfense ouvrière. En juin 1923, la même position abstentionniste sera celle du PC bulgare, parti de masse, qui restera passif face au coup d'Etat amenant au pouvoir un régime policier dictatorial, qui rapidement tournera ses coups contre le Parti.

Tous ces dirigeants de Partis Communistes, comme le stigmatisera Lénine au troisième congrès de l'Internationale, "n'ont pas compris grand chose à la Révolution russe", et en particulier à l'épisode de la tentative de coup d'état militaire de Kornilov, lors duquel les bolchéviques, sans prendre la moindre responsabilité pour le gouvernement provisoire, avaient appelé les travailleurs à faire, inconditionnellement, échec au coup – lutte victorieuse, jalon essentiel vers la prise du pouvoir.

En Allemagne, c'est en fait ... l'appareil social-démocrate des syndicats qui va se dresser contre le putsch de Kapp. Le dirigeant syndical Legien, pilier de la social-démocratie majoritaire, perçoit avec la menace de restauration celle de la perte de tous ses privilèges d'appareil. Le lendemain, la centrale syndicale lance un appel à la grève générale, suivie des

social-démocrates majoritaires qui n'ont pas pris la fuite. Le Parti Indépendant fait de même de son côté. Dès le 14 mars, Berlin est paralysé par la grève. Puis dans tout le pays, les ouvriers se soulèvent, s'arment. Le 17, Kapp s'enfuit, balayé par la puissance de combat de la classe ouvrière. La grève générale ne va pas cependant s'arrêter là, d'autant que les dirigeants syndicaux n'appellent pas à la reprise car ils veulent des garanties. Comme lors de tout mouvement d'ampleur de la classe ouvrière, c'est la question du pouvoir qui est posée.

Et c'est dans ces circonstances que va surgir une réponse nouvelle qui ne tardera pas à devenir une partie constitutive du programme de l'Internationale Communiste.

Le "gouvernement ouvrier", gouvernement d'unité des organisations ouvrières

Legien propose, pour s'assurer l'épuration des éléments contre-révolutionnaires – y compris les "socialistes" type Ebert - et garantir la place des syndicats, que soit constitué un "gouvernement ouvrier" regroupant l'ensemble des organisations ouvrières, partis, syndicats, et elles seules (il a déjà fait la même démarche unitaire pour constituer un comité central de la grève générale). Cette proposition prend de court les Indépendants qui s'y opposent dans l'ensemble, ne voyant là qu'une réédition du gouvernement sans ministres bourgeois ayant existé en Allemagne après la révolution de novembre. Le KPD(s) qui lui la soutient, après quelques hésitations, comprenant que la constitution d'un tel gouvernement, sans signifier la réalisation de la dictature du prolétariat, constituerait un pas en avant effectif pour toute la classe ouvrière allemande.

Sur le moment, le refus des Indépendants de siéger dans un gouvernement aux côtés des sociaux-démocrates allait permettre à ces derniers de refuser les conditions posées par la centrale syndicale – notamment l'épuration radicale et l'ébauche de l'armement du prolétariat. Dans le même temps, le PC n'a pas cherché à prendre l'initiative ni mené de combat sur la ligne du gouvernement d'unité des organisations ouvrières. Le gouvernement ouvrier ne verra pas le jour – dans la Ruhr et dans la Saxe, des comités d'action unitaires assureront néanmoins le pouvoir quelques temps. Cette occasion manquée, ce sont à nouveau les forces de l'Etat bourgeois qui vont se lancer dans une nouvelle vague de répression des masses.

Mais en Allemagne aura été posée, presque pour la première fois, la question du pouvoir de la classe ouvrière sous la forme d'une transition vers la dictature du prolétariat. Le "gouvernement ouvrier" est cette transition, qui permet de poser la question du pouvoir en des termes immédiatement saisissables par la majorité des travailleurs. C'est d'ailleurs pourquoi, bien

entendu, le "gouvernement ouvrier" est une idée générale qui s'exprime sous une forme concrète, ici celle d'un gouvernement d'unité des organisations ouvrières (partis, syndicats), puisqu'il s'agit de formuler l'objectif politique susceptible de rassembler la majorité des travailleurs contre la bourgeoisie.

Le Parti à la conquête des masses : la lutte pour le front unique sur les revendications transitoires

Avec une stabilisation relative de la situation en Europe, les communistes dans tous les pays peuvent constater qu'ils ne regroupent qu'une minorité plus ou moins importante de la classe ouvrière. La tempête révolutionnaire qui a soufflé dans toute l'Europe est calmée, et il s'agit – une fois les PC délimités politiquement – de s'atteler à la construction de partis susceptibles de conquérir le pouvoir. C'est encore d'Allemagne que va surgir la politique susceptible de le permettre, politique dont la discussion va être au cœur des débats de toute l'Internationale.

Début janvier 1921, une réunion unitaire de métallos de Stuttgart adopte à l'initiative des communistes un appel aux dirigeants des centrales syndicales réclamant d'eux qu'ils organisent le combat pour les revendications urgentes (baisse des prix, hausse des allocations chômage, baisse des impôts sur les salaires et imposition des grosses fortunes, contrôle ouvrier sur le ravitaillement, l'inventaire de la production, désarmement des bandes réactionnaires et armement du prolétariat contre elles).

Le VKPD publie cette adresse et la reprend à son compte. Il envoie le 7 janvier à toutes les organisations ouvrières (partis et syndicats) une «lettre ouverte» proposant une action commune sur un certain nombre de revendications recoupant largement celle des métallos de Stuttgart.

Aucun parti ou centrale syndicale ne répond positivement à cette lettre . Mais, en mettant en avant la nécessité d'une action unitaire sur des revendications "transitoires", c'est-à-dire tournées contre les capitalistes et leur politique sans faire un préalable de l'adoption de son programme, le VKPD va remporter des succès considérables et élargir son audience. Des assemblées ouvrières se tiennent dans tous les secteurs et adoptent la lettre ouverte. Un pont est ainsi lancé entre les travailleurs communistes et ceux qui suivent les sociaux-démocrates. Les dirigeants syndicaux sont contraints, par le succès de la lettre ouverte, de durcir le ton à l'égard du gouvernement et de lancer eux-mêmes des combats partiels.

La "Lettre ouverte", les revendications transitoires, le front unique, sont attaqués au sein du parti par sa "gauche" mais aussi par Bela Kun, et derrière lui Zinoviev. Ils considèrent cette tactique comme de l'opportunisme. Bela Kun, émissaire arrogant de l'I.C. aux mœurs d'aventurier qui repoussent nombre de vieux dirigeants communistes, utilise le prestige de l'Internationale pour pousser le PC "à l'offensive", "théorie" qu'il oppose au combat pour gagner la majorité de la classe ouvrière.

Lénine tranchera le débat en soutenant, par écrit, puis au troisième congrès de l'I.C., la "Lettre ouverte": "ceux qui n'ont pas compris que la tactique de la «lettre ouverte» était obligatoire doivent être exclus de l'Internationale dans un délai maximum d'un mois après le congrès". Mais entre-temps, "l'offensive" a fait de terribles dégâts.

"L'action de mars 21" : le gauchisme manque de détruire le parti communiste

En mars 1921, le PC allemand, sous la pression des Bela Kun et autres proches de Zinoviev, fait une terrible rechute gauchiste. Lors de son Comité Central des 16 et 17 mars, l'un de ses dirigeants s'exclame même : "de ce jour, nous brisons avec la tradition du parti. Jusqu'à maintenant, nous avons attendu et maintenant nous prenons l'initiative, nous forçons la révolution".

Non content de rompre avec sa tradition, c'est le parti même qui va être près de se briser. L'occasion va venir vite. Le gouvernement saxon social-démocrate décide d'envoyer la police occuper des secteurs miniers, bastions communistes, officiellement pour désarmer les bandes qui y sévissent, en réalité pour ôter aux ouvriers les armes qu'ils avaient prises lors du putsch de Kapp.

En quête d'une occasion (prête pour cela y compris à monter des provocations, escomptant que la répression s'en suivant galvanise les masses), la direction du PC allemand décide en majorité d'utiliser cette intervention militaire. Die Rote Fahne somme les ouvriers sociaux-démocrates de choisir leur camp ("qui n'est pas avec moi est contre moi"). Le 22 mars, le PC, conjointement avec le KAPD gauchiste, appelle à la grève générale en Saxe, puis (à la veille de la fermeture des usines pour Pâques !) dans toute l'Allemagne le 24 mars. Une semaine durant, les communistes vont essayer d'entraîner les autres travailleurs, sans succès. Au contraire, "l'action de mars" dresse les autres travailleurs contre les communistes, isole ces

derniers. Les manifestations convoquées avec le KAPD sont squelettiques. Dans les entreprises, une répression terrible va s'abattre contre les militants communistes qui se sont ainsi isolés et exposés aux coups du patronat qui les licencie à tour de bras, les jetant dans la misère, ou directement dans les prisons. En quelques mois, les effectifs du PC vont fondre de 350 000 à 150 000.

Ce n'est pas tout. S'ensuit une terrible crise de direction. Paul Levi avait démissionné - Lénine s'en était indigné - peu auparavant de la présidence du VKPD pour protester contre les méthodes des émissaires de l'Internationale.

Dès avril, Levi critique publiquement dans une brochure "l'action de mars", démontrant au passage que la "centrale" (l'exécutif) du PC cherchait par tout moyen – y compris la provocation - à passer à "l'offensive". Pour les communistes allemands durement éprouvés pour être entrés en grève seuls, c'est un coup de couteau dans le dos. Levi est exclu. Une grande partie de la direction prend sa défense (notamment Clara Zetkin, vieille militante spartakiste). De l'autre côté se manifeste une "gauche" du parti revendiquant fièrement la catastrophe de mars (Ruth Fischer). Le parti est profondément divisé, quoique officiellement soudé dans la défense de "l'offensive".

L'Internationale Communiste généralise la ligne du front unique, du gouvernement ouvrier

Le III^e congrès de l'Internationale Communiste (juin 1921) est un camouflet infligé aux gauchistes du PC allemand comme aux autres. Sous l'impulsion de Lénine, et en relation avec la stabilisation de la situation politique, le reflux de la vague révolutionnaire, il généralise la ligne du "front unique". Tout en laissant de côté la critique de fond de "l'action de mars" pour ne pas éprouver davantage le Parti, le congrès met en avant l'objectif de la conquête d'une influence majoritaire dans la classe ouvrière et, en ce sens, reproche au parti allemand "il n'a pas encore su suivre avec logique la voie qu'il a prise sur sa "lettre ouverte", la voie sur laquelle s'opposent les intérêts pratiques du prolétariat et la politique traîtresse des partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale" (thèses sur la tactique). La lutte pour le front unique sur les revendications transitoires devient une partie constitutive de l'armement de l'internationale communiste.

Six mois plus tard, au quatrième congrès, c'est le mot d'ordre de gouvernement ouvrier qui vient s'inscrire dans l'armement politique de l'I.C. comme "conséquence inévitable de toute la

tactique du front unique" (Résolution sur la tactique), et particulièrement dans les pays où le pouvoir bourgeois est instable.

"A la coalition, ouverte ou masquée, bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement politique de ce dernier."
(...) "Un gouvernement de ce type n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée, et, éventuellement, à la guerre civile contre la bourgeoisie».

La résolution précise encore que, parmi les "gouvernements ouvriers" possibles, se trouvent des gouvernements bourgeois camouflés, "tolérés dans les périodes critiques par la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat", mais qui peuvent, dans le même temps "contribuer objectivement à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois". Un véritable gouvernement ouvrier ne pouvant en tout état de cause qu'être celui d'un Parti Communiste.

En réalité, bien que les mots "gouvernement ouvrier" aient été employés dans des circonstances précises, ce n'était pas la première fois que la question se posait pour les bolchéviques. D'avril à septembre 1917, ils menèrent cette politique en direction des deux partis ouvriers majoritaires en Russie dans les soviets, exigeant d'eux qu'ils rompent avec les partis bourgeois, combattant sur le mot d'ordre : "dehors les ministres capitalistes".

De fait, le Congrès généralise théoriquement une expérience pratique faite dans deux pays aux conditions très différentes, et ordonne toute la politique des partis communistes autour de la question du pouvoir.

C'est ainsi que l'Internationale, et Lénine à sa tête, congrès après congrès, cherchent à redresser et affermir la politique du parti allemand en "faisant avec" sa direction telle qu'elle est. Et, non sans difficultés, c'est grâce à cette orientation que le PC allemand va reprendre sa marche en avant jusqu'à postuler à la prise du pouvoir.

1922 : le PC Allemand se renforce sur la ligne du front unique

Tout au long de l'année 1922, la bourgeoisie allemande tente de reprendre un à un les acquis ouvriers de la révolution de 1918. Face à cette offensive, le Parti Communiste prend des initiatives sur tous les terrains.

Ainsi, il impulse la (re)constitution et la centralisation des conseils d'usine et, en liaison avec eux, de comités de contrôle des prix, tous unitaires. A la fin 1922 se réunit un congrès national de ces comités, représentant des pans entiers de la classe ouvrière allemande. Il élit un bureau permanent, présidé par un communiste.

En février, les cheminots entrent en grève contre les licenciements et l'allongement de la durée du travail. Le gouvernement interdit la grève par décret. Aussitôt le PC s'adresse à tous les partis et syndicats ouvriers pour qu'ils agissent ensemble en défense du droit de grève. Refus de ceux-ci. Mais le syndicat "autonome" qui a lancé la grève s'adresse à son tour (sur les conseils du PC) aux partis et syndicats ouvriers pour qu'ils combattent contre le gouvernement bourgeois et sa majorité parlementaire, pour un gouvernement ouvrier. Comme ils refusent, le syndicat appelle à la reprise. Mais celle-ci a rejeté les appareils bureaucratiques et traîtres sur la défensive.

En mars, ce sont les métallos qui entrent en grève contre le passage de la semaine de travail de quarante-six à quarante-huit heures. Seul le KPD soutient cette grève, organisant des meetings, la solidarité financière, cherchant à l'élargir mais toujours dans l'unité des organisations. Au sein de la confédération syndicale, l'influence des communistes ne cesse de progresser.

Pour autant, l'assimilation de cette politique ne se fait pas sans difficultés. En juin, suite à l'assassinat d'un ministre du gouvernement (Rathenau, qui est juif) par des bandes armées réactionnaires, le KPD propose aux partis et organisations la constitution d'un front uni contre la réaction monarchiste, proposant de confier aux ouvriers le soin de constituer des tribunaux spéciaux pour mener l'épuration à tous les niveaux, et faisant reposer sur des organismes de contrôle ouvriers, sur les conseils d'usine, le combat contre la réaction monarchiste.

Le SPD, l'A.D.G.B. ne peuvent qu'accepter de rencontrer le K.P.D. vu les réactions des travailleurs à la provocation des bandes réactionnaires. Des manifestations organisées en commun, le 27 juin, rassemblent des millions d'hommes.

Mais sociaux-démocrates et bureaucrates syndicaux n'ont pas accepté les propositions des communistes d'une lutte contre l'extrême droite sur le terrain de la classe ouvrière et les communistes n'ont pas osé rompre.

Se constitue finalement un véritable "front républicain", dont le débouché sera le vote au Parlement une loi dite de "défense de la République" confiant cette tâche ... à l'appareil d'Etat bourgeois. Le KPD vote contre, bien sûr, mais a subi un échec politique, parce que au nom de l'unité, il n'a pas su rester intransigeant sur le caractère de classe indispensable de tout combat réel contre la réaction.

C'est l'occasion pour la gauche du parti et ses démagogues de relever la tête, de condamner "l'opportunisme" de la centrale. La question de la direction, de sa maturité, des indispensables liens de confiance entre ses membres, n'est pas résolue. La "gauche" à Berlin va tenter d'organiser à l'automne une nouvelle "action exemplaire" (attaque d'une réunion d'extrême-droite) qui fera dans les rangs communistes cinquante blessés et un tué, et donnera prétexte à la répression policière contre le PC à Berlin.

Néanmoins, au début de l'année 1923, malgré ses faiblesses, le KPD a regagné 100 000 membres. Il est profondément implanté dans la classe ouvrière, dans des syndicats, ses comités de toutes sortes. Son nouveau président, Brandler, est lui-même un dirigeant ouvrier (maçon) reconnu. Par contre, son niveau théorique est extrêmement faible (la revue théorique est à peine lue, les écoles du parti sont quasi désertes). Et c'est ce parti qui va devoir faire face à "l'année terrible" de 1923.

1923 : crise politique, économique...

Le 11 janvier 1923, au titre des réparations de guerre prévues par le traité de Versailles, l'armée française envahit la Ruhr, pour saisir directement la production – notamment de charbon – à la source. L'impérialisme allemand, par la voix du gouvernement Cuno (homme d'affaires et homme politique bourgeois), appelle à la "résistance passive", interdisant aux

Allemands toute relation avec les autorités d'occupation. Pendant deux mois, la Ruhr est quasiment à l'arrêt.

La crise économique en Allemagne prend alors des proportions dramatiques. Le mark s'effondre totalement en quelques étapes (de 50 000 pour une livre sterling à 250 000 sur le seul mois de janvier, puis 500 000 en juin, 5 millions en juillet) et avec lui le système des échanges et des paiements. Du même coup la plupart des institutions de l'Etat bourgeois – hors l'armée, mais encore les vieilles organisations ouvrières, sont dans les plus grandes difficultés de fonctionnement. La misère des masses s'accroît brutalement surtout à partir d'avril. Partout, on meurt de faim en Allemagne.

Un déluge de propagande nationaliste s'abat tandis que grèves et sabotages menés par des organisations nationalistes paramilitaires se multiplient en Rhénanie. Les sociaux-démocrates allemands soutiennent la "résistance passive" comme ils ont soutenu la guerre impérialiste. Pas les communistes, ni en Allemagne, ni en France où le PC engage une campagne internationaliste contre l'occupation de la Ruhr. En Allemagne, le PC appelle les ouvriers à combattre sur "deux fronts" contre les occupants et contre le gouvernement Cuno. Mais dans la pratique, il va lui falloir préciser cette affirmation générale: il va de plus en plus mettre en œuvre une ligne de combat indépendant de la classe ouvrière contre l'occupation de la Ruhr, impulsant des organismes ouvriers pour ce faire.

En quelques semaines, la bourgeoisie allemande et notamment les capitalistes de la Ruhr renoncent à utiliser les prolétaires comme soldats de leur guerre pour préserver leurs profits, cette guerre se transformant de plus en plus en guerre civile. Le gouvernement allemand range dans sa poche en peu de mois la "résistance passive". Son crédit politique est devenu quasiment nul. Celui du KPD, seule force du mouvement ouvrier à rester debout dans la tourmente politique et économique, ne fait que grandir. La social-démocratie, elle, est à nouveau en crise, politique autant que financière.

...crise révolutionnaire

La crise économique qui fait sombrer dans les bas-fonds des pans entiers de la population allemande (un taux de chômage de 40% est fréquent dans les grandes villes) ruine aussi la propagande des bourgeois et des sociaux-démocrates, qui affirmaient en massacrant les spartakistes début 1919 que le communisme n'amènerait à l'Allemagne que la misère et le chaos. Car c'est là qu'en sont rendus les prolétaires allemands. L'agitation sociale se répand

dans toute l'Allemagne. Les émeutes de la faim se mêlent aux grèves, même des ouvriers agricoles, aux affrontements spontanés avec la police.

Les conseils d'usines se sont encore développés, et leur direction, le "comité des quinze", est dirigée par les communistes. Bien qu'interdites partout sauf en Saxe et Thuringe, les "centuries prolétariennes", organisations de combat unitaires du prolétariat (officiellement sans armes), se dénombrent par centaines. En juin, une vague de grèves parcourt le pays, qui s'opère de son déclenchement à la reprise du travail sous la direction des militants communistes. Le parti a encore accru ses effectifs.

Une situation pré-révolutionnaire s'est ouverte en Allemagne, mais le Parti ne s'en aperçoit pas. Il a appelé pour le 29 juillet à des manifestations unitaires partout en Allemagne contre la réaction fasciste qui elle aussi commence à poser sa candidature à la direction du bateau ivre qu'est devenu l'Allemagne, et s'arme au grand jour en Bavière. Le gouvernement fédéral invite les gouvernements des Länder à interdire ces manifestations ce qu'ils font pour la plupart. Craignant une répression des manifestations, et sans les moyens de les protéger notamment à Berlin, le parti s'incline et transforme (avec l'accord de l'I.C.) les manifestations en meetings qui rassemblent des centaines de milliers de travailleurs – la plupart indignés du recul de la centrale. Une nouvelle fois, la direction se déchire devant l'appréciation de la situation. Trotsky soulignera à ce sujet (l'internationale communiste après Lénine) : "à notre époque de brusques revirements, ce qui est le plus difficile pour une direction révolutionnaire, c'est de savoir, au moment propice, prendre le pouls de la situation politique, percevoir son changement brusque et donner en temps voulu un ferme coup de barre. Une direction révolutionnaire n'acquiert pas de telles qualités simplement en prêtant serment à la dernière circulaire de l'Internationale Communiste : leur conquête exige, outre des bases théoriques indispensables, l'expérience personnelle et la pratique d'une véritable autocritique".

En août une grève générale lancée par la direction des conseils d'usine, contre la volonté des dirigeants syndicaux sociaux-démocrates, s'étend à tout le pays. Des délégations ouvrières affluent vers le Parlement qui doit voter la confiance à Cuno. Les députés communistes appellent les travailleurs à venir former "un gouvernement ouvrier révolutionnaire". Sous l'impulsion du Comité des quinze, la grève s'étend et se centralise politiquement autour de l'appel à un gouvernement ouvrier et paysan, par la constitution et la centralisation des comités de grève.

Aussi Cuno démissionne-t-il en catastrophe. Un nouveau gouvernement est constitué, comprenant cette fois-ci des ministres sociaux-démocrates. Le Comité des quinze et le KPD décident d'appeler à la reprise "tous ensemble" devant l'effilochement rapide de la grève.

Le nouveau gouvernement, Stresemann, cherche par tous les moyens à sauver la bourgeoisie allemande. Il passe des accords avec la France, l'Angleterre. Il couvre des préparatifs militaires en Bavière, où les forces de la réaction prospèrent (comme le parti de Hitler). Il cherche à conjurer le spectre de la révolution prolétarienne, et limiter la crise économique (après la chute de Cuno, le mark a repris son effondrement: 45 millions pour une livre sterling fin août, 125 millions en septembre).

La prise du pouvoir se prépare

Il est notable que ce soit le Parti Russe qui, après notamment consultation de dirigeants ouvriers communistes allemands, le bureau politique décide unanimement le 15 août (y compris Staline qui en juillet s'était prononcé en sens inverse) d'orienter le PC allemand vers la prise du pouvoir, malgré les doutes de la direction allemande.

Le plan décidé est le suivant : les communistes, menant campagne sur le mot d'ordre de gouvernement ouvrier, imposent un gouvernement des seuls organisations ouvrières en Saxe et Thuringe, et y font franchir un cap aux centuries prolétariennes et aux conseils d'usine. Face à la réaction de l'Etat bourgeois, ne tolérant pas ce développement des linéaments d'un Etat ouvrier, face donc à l'intervention armée qui ne peut manquer de se produire, le congrès des conseils d'usine se tenant en Saxe le 21 octobre doit appeler à la grève générale pour la défense de la Saxe ouvrière. Pendant la grève générale, les communistes s'emparent du pouvoir, en s'appuyant sur les conseils d'usine, ceux-ci devant jouer le rôle des soviets de 1917 en Russie, et leur réunion nationale prévue le 9 novembre 1923 doit ainsi se voir remettre le pouvoir.

Techniquement, la rigueur de la préparation laisse à désirer. Trotsky doit par ailleurs batailler pour imposer qu'une date précise soit fixée pour la prise du pouvoir. De plus, l'appareil de l'Internationale, Zinoviev en tête, s'oppose à la demande des Allemands qu'on leur envoie Trotsky pour régler les détails de l'insurrection comme il l'a fait en octobre 1917.

Les premières phases du plan se déroulent comme prévu. Sur la base de l'agitation antérieure, de la tenue depuis des mois de réunions unitaires pour imposer un gouvernement d'unité des organisations ouvrières, les sociaux-démocrates de gauche de Saxe et Thuringe ne peuvent s'opposer à l'entrée des communistes dans les gouvernements, le 10 octobre. Cela dit, cette

entrée pose de nouveaux problèmes : en Saxe, le président du land, social-démocrate de gauche, refuse à la fois de dissoudre les centuries, comme le lui demande le gouvernement fédéral, et à la fois de les armer en masse, sans que le KPD ne s'y oppose vigoureusement. Comme prévu, son refus de dissoudre les centuries entraînent un ultimatum du gouvernement fédéral. Les troupes de la Reichswehr se rapprochent de la Saxe, mais n'avancent qu'à pas comptés, tâtant le terrain, ne rencontrant sur leur chemin que quelques escarmouches.

La conférence des conseils d'usine se tient à Chemnitz comme prévu le 21 octobre. Mais les communistes n'ont eu de cesse que de freiner le prolétariat pour ne pas s'exposer à un combat prématuré. Ils préparent l'insurrection mais le dissimulent tant que dans leur propagande, rien n'indique qu'elle est à l'immédiat ordre du jour. A la veille encore de la conférence des comités d'usine se tient à Hambourg la conférence du syndicat des dockers. Elle veut appeler à la grève générale contre l'intervention armée qui a commencé contre la Saxe et son gouvernement ouvrier. Les communistes s'y opposent : ils attendent l'heure H.

Mais quand elle sonne, les sociaux-démocrates de gauche s'opposent irrévocablement à l'appel à la grève générale. Pire encore, Brandler s'aligne sur eux et accepte le renvoi de cette question ...en commission. La direction du KPD annule dans la foulée l'ordre de l'insurrection. Il n'y a qu'à Hambourg où, faute d'avoir reçu le contrordre, les communistes se battent deux jours durant avant de se replier en bon ordre. Les masses n'ont de toute façon pas suivi.

Quelques jours plus tard, la Reichswehr entre en Saxe et chasse comme des malpropres les communistes de leurs ministères. Aucune résistance. C'est un incommensurable gâchis, une défaite sans combat et sur toute la ligne.

"Une démonstration classique de la leçon dont on peut laisser passer une situation révolutionnaire exceptionnelle d'une importance mondiale", écrira Trotsky dans Les leçons d'octobre.", rajoutant : "Le prolétariat allemand aurait marché au combat s'il avait pu se convaincre que, cette fois, le problème de la révolution était nettement posé que le parti communiste était prêt à aller à la bataille, qu'il était capable d'assurer la victoire. (...) C'est la direction dans son ensemble qui hésita, et cette hésitation se transmet au parti et à travers lui à toute la classe." Pour conclure : "Il y a des périodes où Marx et Engels ne pourraient faire avancer d'un pouce le développement historique même en le cravachant. Il en est d'autres où des hommes de faible stature, s'ils sont à la barre, peuvent retarder le développement de la révolution internationale pour toute une série d'années".

Un prix terriblement lourd

L'échec de la révolution allemande de 1923 marque un tournant décisif. En 1924, la bourgeoisie allemande stabilisera la situation, grâce aux capitaux américains (plan Dawes), mais surtout l'échec du Parti Communiste.

Avec cet échec, la révolution russe est durablement isolée. Cet isolement va donner une impulsion aux forces les plus réactionnaires au sein de l'Etat et du Parti en Russie, derrière l'appareil et son chef, Staline ; contre les forces révolutionnaires du Parti qui précisément ont commencé de s'organiser dans l'opposition de gauche que dirigera Trotsky. A partir de 1924 va s'ouvrir, sur la base de la stabilisation de la situation internationale, la lutte contre le "trotskysme", au nom d'une "théorie" inventée par Staline début 1924 : "le socialisme en un seul pays". Le développement du stalinisme, cancer bureaucratique de la révolution d'octobre, va se traduire dans toute l'internationale par la soumission jusqu'à les briser des différents partis communistes, au nom de la "bolchévisation". Cette interdiction faite aux partis communistes de s'éduquer, d'apprendre des leçons des expériences révolutionnaires passées va produire désastre sur désastre, de l'échec de la révolution chinoise de 1927 à ... la prise du pouvoir par Hitler en 1933 dans laquelle le PC allemand stalinisé aura une responsabilité écrasante.

Source : http://socialisme.free.fr/cps12_revolution_allemande.htm